

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023 - 2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Programme 02

Services de soutien auprès du premier
ministre et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).
5. La liste des dépenses en formation de communication.
6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023.
7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.
8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement, le total des coûts, le sommaire de tout contrat, etc.
9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet, la nature du projet, etc.
10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : les coûts estimés par année, les coûts totaux réels pour l'hébergement de données, etc.
11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, la décoration et l'embellissement, le distributeur d'eau de source, etc.
12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.
14. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées, etc.
15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023.
16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023.
17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.
18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.
21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant.
23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.
24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour, les coûts de modernisation ou de refonte, la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site, la fréquence moyenne de mise à jour, le responsable du contenu sur le site, etc.
27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023.
29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.
43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme.
44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme.
45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023, etc.
47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme.
52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
53. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023.
54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie.
55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation.
56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
65. Indiquer les coûts de systèmes estimés depuis 5 ans.
66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023.
68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions, fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.
71. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements généraux – questions non répondues et motifs

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des Éducation

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant:
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Victoria (Colombie-Britannique), du 9 au 13 juillet 2022</u> Mission du premier ministre dans le cadre du Conseil de la fédération	31 453	Legault, François - Premier ministre (mission du 9 au 13 juillet 2022)
		Derome, Martin - Technicien en informatique (mission du 8 au 13 juillet 2022)
		Doyon, Mathias - Attaché politique (mission du 10 au 17 juillet 2022)
		Koskinen, Martin - Directeur de cabinet (mission du 10 au 13 juillet 2022)
		Laflamme, Claude - Directrice adjointe de cabinet (mission du 10 au 13 juillet 2022)
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 7 au 13 juillet 2022)
		Nadeau, Émilie - Conseillère politique (mission du 10 au 15 juillet 2022)
		Sauves, Ewan - Conseiller politique (mission du 9 au 13 juillet 2022)

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

VOYAGE (but, endroits, dates)	COÛT TOTAL (\$)	PARTICIPANTS
<u>Djerba (Tunisie), du 18 au 21 novembre 2022</u> Participation au 18e Sommet de la Francophonie	36 645	Legault, François - Premier ministre (mission du 18 au 21 novembre 2022)
		Bélair, Benjamin - Directeur adjoint de cabinet (mission du 18 au 21 novembre 2022)
		Doyon, Mathias - Attaché politique (mission du 18 au 21 novembre 2022)
		Mourelatos, Stavros - Conseiller politique (mission du 13 au 21 novembre 2022)
		Nadeau, Émilie - Conseillère politique (mission du 18 au 21 novembre 2022)
		Sauves, Ewan - Conseiller politique (mission du 18 au 21 novembre 2022)
Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18). https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement/dep-hors-qc.asp . En ce qui concerne la sous question f), l'information fournie à cette question est incluse dans la réponse de la question 45.		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;

b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

c) les coûts ventilés;

d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

DÉTAIL DES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DU PREMIER MINISTRE DU 1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023					
ITINÉRAIRE	RAISON DU DÉPLACEMENT	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	NOMBRE DE VOYAGES	COÛT (\$)
<u>Destinations au Québec</u>					
Iles-de-la-Madeleine, Gaspé, Rimouski, Rivière-du-Loup	Visites du premier ministre 2022	18 avril 2022	21 avril 2022	1	18 484
Baie-Comeau	Visites du premier ministre 2022	15 juin 2022	16 juin 2022	1	6 095
Iles-de-la-Madeleine	Visite pour une annonce concernant l'internet haute vitesse	14 juin 2022	16 juin 2022	1	2 352
Bagotville	Visites du premier ministre 2022	21 juin 2022	22 juin 2022	1	8 125
Sept-Iles	Visite de préparation et de repérage	7 août 2022	8 août 2022	1	1 651
TOTAL - TRANSPORT AÉRIEN				5	36 707
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/deplacement/dep-qc.asp .					

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;**
- b) les noms des firmes de publicité retenues;**
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**
- d) le but visé par chaque dépense;**
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;**
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). L'information est disponible à l'adresse suivante :
<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/pub/contrat-pub-promo.asp>.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.
Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

m) le but visé par chaque dépense;

n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2022-2023 (\$)
Conférence de presse - 11 avril 2022	Activité de Pâques du premier ministre dans une école primaire	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 363
Conférence de presse - 14 avril 2022	Rencontre du premier ministre avec les élus de Mégantic	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	6 071

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

TYPE D'ÉVÈNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2022-2023 (\$)
Conférence de presse - 20 avril 2022	Annonce du premier ministre aux Îles-de-la-Madeleine sur l'accessibilité à la formation universitaire en régions	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 322
Conférence de presse - 22 avril 2022	Point de presse du premier ministre visant à rendre hommage à Guy Lafleur	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 490
Conférence de presse - 9 mai 2022	Annonce concernant l'accès à Internet haute vitesse au Québec	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	6 074
Conférence de presse - 17 mai 2022	Rencontre du premier ministre avec le maire de Laval	Duoson	1 861
Conférence de presse - 18 mai 2022	Annonce concernant l'accès à Internet haute vitesse dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 727
Conférence de presse - 20 mai 2022	Annonce concernant l'accès à Internet haute vitesse dans la région de l'Outaouais	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 164
Conférence de presse - 26 mai 2022	Annonce du Fonds d'initiatives autochtones	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 488
Conférence de presse - 10 juin 2022	Bilan de la fin de session parlementaire	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 379
Évènement médiatique - 13 juin 2022	Participation du premier ministre au lancement des commémorations du 100 ^e anniversaire de naissance de René Lévesque	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	615
Conférence de presse - 15 juin 2022	Annonce concernant l'accès à Internet haute vitesse aux Îles-de-la-Madeleine	L'île imagin'air et Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 834
Honoraires professionnels - 16 juin 2022	Annonce concernant la maison des aînés de Baie-Comeau	Duoson et Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 150

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT	FOURNISSEURS	SOMMES DÉPENSÉES 2022-2023 (\$)
Conférence de presse - 17 juin 2022	Annonce concernant le Plan d'action gouvernemental pour les Premières Nations et les Inuit	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 012
Conférence de presse - 22 juin 2022	Mêlée de presse du premier ministre	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	3 439
Cérémonie - 29 juin 2022	Prix de la laïcité Guy-Rocher	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 767
Conférence de presse - 16 août 2022	Lancement de la nouvelle campagne de vaccination contre la COVID-19	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 346
Démontage d'équipements dans la salle multifonctionnelle gouvernementale - 15 septembre 2022	Retrait des équipements	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 529
Conférence de presse - 4 octobre 2022	Mêlée de presse du premier ministre	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	5 207
Conférence de presse - 26 octobre 2022	Mêlée de presse du premier ministre	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 229
Conférence de presse - 20 décembre 2022	Mêlée de presse du premier ministre à la suite de sa rencontre avec le premier ministre du Canada	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 691
TOTAL			63 758

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION	NOM DE LA FIRME	SOMMES DÉPENSÉES 2022-2023 (\$)
Organisées par le ministère ou l'organisation :		
Collaborer efficacement en équipe	Technologia	1 350
Collaborer efficacement en équipe	Technologia	1 350
Création de formulaires interactifs à l'aide d'InDesign et d'Acrobat	CÉGEP de Sainte-Foy	3 250
Créer sa première baladodiffusion	Isarta inc.	2 300
Évaluer et mesurer les campagnes internes et externes de communication	UQAM, Service de formation continue	2 150
Formation de porte-parole en studio / Environnement	Fernandez Communication inc.	4 888
Formation : Publicité Facebook et Instagram	Isarta inc.	4 500
Menez vos idées à bon port : pour des communications écrites efficaces	HEC Montréal	6 900
Menez vos idées à bon port : pour des communications écrites efficaces	HEC Montréal	6 900
Menez vos idées à bon port : pour des communications écrites efficaces	HEC Montréal	6 900
Organiser des webinaires et des réunions sur Microsoft Teams	Technologia	1 350
Organiser ses communications et ses courriels avec Outlook	Groupe Edgenda inc.	1 750
Organiser ses communications et ses courriels avec Outlook	Groupe Edgenda inc.	1 750
Organiser ses communications et ses courriels avec Outlook	Groupe Edgenda inc.	1 750
Planifier et produire un événement en direct avec Microsoft Teams	Technologia	1 350
Réaliser un événement percutant en présence comme à distance	UQAM, Service de formation continue	5 900
SOUS-TOTAL		54 338

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

5. La liste des dépenses en formation de communication :

LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION	NOM DE LA FIRME	SOMMES DÉPENSÉES 2022-2023 (\$)
Données par une firme externe :		
Atelier d'initiation au logiciel Adobe Première Pro	Nadeau, Patrick	2 300
Atelier d'initiation au logiciel After Effects	Nadeau, Patrick	2 400
Communication au travail	CÉGEP Garneau	73
Cours de perfectionnement en langue	Les ateliers de conversation anglaise	619
Cours de perfectionnement en langue	Global Lingua	599
Créer des présentations dynamiques avec le logiciel PREZI	CÉGEP de Jonquière	1 285
Événement numérique Web à Québec 2022	Québec numérique	21 363
Formation de perfectionnement en Vue.js	Vue Mastery	269
Mesurer sa performance sur les médias sociaux	Grenier aux nouvelles	344
Formation sur Adobe design	CÉGEP de Sainte-Foy	11 150
Formation sur le logiciel de composition et d'effets visuels After Effects	École des arts numériques, de l'animation et du design	419
Le sommet TikTok Québec	Grenier aux nouvelles	213
Médias sociaux en gestion des urgences	UQAM, Service de formation continue	370
TikTok : générer de nouvelles audiences et se démarquer	Isarta inc.	2 300
	SOUS-TOTAL	43 705
	TOTAL	98 043

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/formation.asp>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF			
ENTRE LE 1 ^{er} AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
365e.PRO	Fournir les services d'accompagnement pour le paramétrage d'Office 365	10 878	contrat conclu de gré à gré
365e.PRO	Souscrire à l'abonnement "Programme Efficacité 365" (formation)	3 780	contrat conclu de gré à gré
A.G. consultant en affichage événementiel inc.	Fournir les services pour la fabrication et l'installation d'oriflammes	8 547	contrat conclu de gré à gré
Adn conférencier.e.s inc.	Fournir les services de formation intitulée "Innovation et conception créative"	15 000	contrat conclu de gré à gré
Adn conférencier.e.s inc.	Assister à la conférence de Marie-Josée Gagnon	5 000	contrat conclu de gré à gré
AFI expertise	Fournir les services de formation intitulée "Analyste des opérations de sécurité Microsoft"	2 040	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Agorapulse	Souscrire à un abonnement annuel d'un outil de gestion des médias sociaux	2 856	contrat conclu de gré à gré
Air cloud services conseils inc.	Fournir les services pour faire l'ajout d'une fonctionnalité d'impression par sélection d'éléments d'une liste SharePoint	14 700	contrat conclu de gré à gré
Airfix Music inc.	Souscrire à un abonnement pour le téléchargement de produits audio	1 100	contrat conclu de gré à gré
Alia conseil inc.	Fournir les services de formation intitulée "Évaluation du rendement, pratiques gagnantes"	5 250	contrat conclu de gré à gré
Amazon	Acheter des équipements pour un podcast	2 998	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acquisition d'ordinateurs Apple	17 596	contrat par appel d'offres sur invitation
Apple Canada inc.	Acheter des étuis pour iPhone	1 100	contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Acheter des Ipad et des claviers	2 439	contrat conclu de gré à gré
Association des employées et employés du Gouvernement du Québec	Acheter des placements publicitaires dans le journal pour l'année 2022-2023	15 000	contrat conclu de gré à gré
Axure Software Solutions inc.	Souscrire à l'abonnement "Axure RP Team" (logiciel de gestion de projet pour développeurs)	9 941	contrat conclu de gré à gré
Babbel Gmhb	Souscrire à un abonnement annuel de la plateforme "Babbel Professional"	3 596	contrat conclu de gré à gré
Billington, Samuel (photographe)	Fournir les services de photographie et de vidéo	1 550	contrat conclu de gré à gré
BrowserStack inc.	Souscrire à un abonnement annuel pour un logiciel de test applicatif	3 742	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Camion.Studio	Fournir les services d'animation	5 000	contrat conclu de gré à gré
Cap2sec Inc.	Fournir les services pour la réalisation d'un mandat de test d'intrusion	9 600	contrat conclu de gré à gré
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	Fournir les services de location d'espace pour un kiosque	1 937	contrat conclu de gré à gré
Christine Paré Communication inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de révision linguistique et de rédaction de divers documents	15 000	contrat conclu de gré à gré
Chuck & co. transformation numérique inc.	Développer des outils des gestion documentaire	9 800	contrat conclu de gré à gré
CNW Group	Souscrire à un abonnement au service Eureka.cc	23 658	contrat conclu de gré à gré
Consultants C.P.L.D. (Claude Provencher)	Fournir des services professionnels de présentateur / animateur	1 750	contrat conclu de gré à gré
Coop Edgar	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	23 000	contrat conclu de gré à gré
Copies de la Capitale inc.	Fournir les services d'impression de documents	15 958	contrat conclu de gré à gré
Copies de la Capitale inc.	Fournir les services d'impression de documents	3 970	contrat conclu de gré à gré
Copiexpress enr.	Fournir les services d'impression de documents	1 915	contrat conclu de gré à gré
Copiexpress enr.	Fournir les services d'impression de documents	5 022	contrat conclu de gré à gré
Corium inc.	Acheter des licences Librex, incluant le service de maintenance	7 920	contrat conclu de gré à gré
Cose inc.	Fournir les services de formation intitulée "Leadership en situation de changement"	1 650	contrat conclu de gré à gré
Cose inc.	Fournir les services de formation intitulée "Mind Mapping" (cartographie conceptuelle)	7 700	contrat conclu de gré à gré
Couper Croiser s.e.n.c.	Acheter des tapis	1 415	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Developer Express inc.	Acheter des licences ASP.NET	3 572	contrat conclu de gré à gré
Doussou inc.	Fournir les services de formation intitulée "Power BI - Intermédiaire"	2 208	contrat conclu de gré à gré
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Fournir les services d'impression de drapeaux en nylon	2 325	contrat conclu de gré à gré
Druide Informatique inc.	Procéder au renouvellement des licences Antidote	8 450	contrat conclu de gré à gré
Duoson multimédia inc.	Fournir les services de location d'équipement multimédia	3 772	contrat conclu de gré à gré
Duoson multimédia inc.	Fournir les services de location d'équipement multimédia	1 861	contrat conclu de gré à gré
Elchacar, Mireille	Fournir les services de formation linguistique	1 000	contrat conclu de gré à gré
Entrust	Procéder au renouvellement de la certification Entrust	8 680	contrat conclu de gré à gré
Ergokinox inc.	Fournir les services d'étude ergonomique	1 056	contrat conclu de gré à gré
Examed Clinique Travail Santé inc.	Fournir les services d'expertise médicale	1 965	contrat conclu de gré à gré
Fernandez Communication inc.	Fournir les services de formation intitulée "Porte-parole en studio"	4 888	contrat conclu de gré à gré
Foire nationale de l'emploi	Fournir les services de location d'espace et de programme de visibilité	17 650	contrat conclu de gré à gré
Formation Qualitemps inc.	Fournir les services de formation intitulée "Performer et collaborer avec OneNote"	2 900	contrat conclu de gré à gré
Formation SYMA coaching inc.	Fournir les services de formation de coaching professionnel avec mentorat	5 795	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Found	Acheter du mobilier	1 050	contrat conclu de gré à gré
Gaudet Éditeur Itée	Procéder au renouvellement annuel des licences Accès Légal	4 516	contrat conclu de gré à gré
Gestion Conseil Mario Côté inc.	Fournir les services de formation portant sur l'encadrement des écarts de comportements au travail	2 800	contrat conclu de gré à gré
Gestion RH, Stella Riggi	Fournir des services professionnels spécialisés en matière d'équité, de diversité et d'inclusion	24 615	contrat conclu de gré à gré
Graphica impression inc.	Fournir les services d'impression de documents	1 245	contrat conclu de gré à gré
Groupe Conscientia inc.	Fournir les services de formation intitulée "L'intelligence relationnelle : pour une collaboration optimale"	3 900	contrat conclu de gré à gré
Groupe Conscientia inc.	Fournir les services de formation en médiation	1 975	contrat conclu de gré à gré
Groupe Conscientia inc.	Fournir les services de formation intitulée "L'intelligence relationnelle : pour une collaboration optimale"	3 900	contrat conclu de gré à gré
Groupe conseil CFC Inc.	Fournir les services de formation intitulée "Développer la collaboration entre nos équipes"	3 000	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda inc.	Fournir les services de formation intitulée "Conception d'applications avec Microsoft Power Platform"	6 780	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda inc.	Fournir les services de formation intitulée "Microsoft Power Platform pour développeur"	4 920	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda inc.	Fournir les services de formation intitulée "Ingénieur Azure DevOps"	7 380	contrat conclu de gré à gré
Groupe Edgenda inc.	Fournir les services de formation intitulée "PowerPoint - conception simple et professionnelle et Introduction à Power BI"	17 500	contrat conclu de gré à gré
Groupe ETR	Fournir les services d'impression de documents	1 133	contrat conclu de gré à gré
Groupe Infopresse inc.	Fournir les services de formation intitulée "Gestion du temps et des priorités"	5 000	contrat conclu de gré à gré
Groupe Infopresse inc.	Fournir les services de formation intitulée "Atelier de groupe sur le télétravail et mode hybride"	2 000	contrat conclu de gré à gré
Groupe Magnitude inc.	Fournir les services d'impression de documents	1 049	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Groupe Magnitude inc.	Fournir les services d'impression de documents	2 535	contrat conclu de gré à gré
GSoft Technologies Inc.	Acheter des licences ShareGate	11 570	contrat conclu de gré à gré
Hôtel Château Laurier Québec	Fournir les services de location de salle	24 341	contrat conclu de gré à gré
Hôtel Monville	Fournir les services de location de salle	1 289	contrat conclu de gré à gré
I.C.I. Influence communications inc.	Fournir des services de veille média radiophonique	23 700	contrat conclu de gré à gré
I.C.I. Influence communications inc.	Fournir des services de veille média radiophonique	23 700	contrat conclu de gré à gré
IKEA Canada Limited	Acheter du mobilier	1 198	contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Fournir les services de location d'espace pour un kiosque lors du Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec	2 870	contrat conclu de gré à gré
In Imagerie numérique inc.	Fournir les services de fabrication de panneaux pour deux îlots gouvernementales	2 653	contrat conclu de gré à gré
In Imagerie numérique inc.	Fournir les services d'impression d'oriflammes, de bannières en tissu	9 440	contrat conclu de gré à gré
Institut d'administration publique du Québec	Agir à titre de partenaire principal de la programmation 2022-2023	5 000	contrat conclu de gré à gré
Isarta inc.	Fournir les services de formation intitulée "TikTok"	2 300	contrat conclu de gré à gré
ITI inc.	Acheter des disques pour l'environnement de stockage	1 244	contrat conclu de gré à gré
ITI inc.	Procéder au renouvellement des services de maintenance pour l'infrastructure de stockage	21 343	contrat conclu de gré à gré
ITI inc.	Procéder au renouvellement des services de maintenance des commutateurs	2 435	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
J.L.Thériault & fils Itée	Graver les noms des personnes nommées par l'Ordre national du Québec au monument situé sur la Promenade Samuel-de-Champlain	1 598	contrat conclu de gré à gré
Maca Marketing Corporatif	Acheter des clés USB	3 660	contrat conclu de gré à gré
Maison Simons inc.	Acheter du mobilier	1 040	contrat conclu de gré à gré
Maximizer Services Inc.	Procéder au renouvellement de licences Maximizer	9 360	contrat conclu de gré à gré
Meubles & nous inc.	Acheter du mobilier	2 046	contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Acheter des batteries de remplacement pour de l'équipement informatique	4 589	contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Acheter des barrettes de mémoire pour de l'équipement informatique	2 100	contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Acheter des cartouches pour de l'équipement informatique	2 590	contrat conclu de gré à gré
Microsoft Canada Inc.	Acheter des licences SQL Server Enterprise	8 404	contrat conclu de gré à gré
Mobilia	Acheter du mobilier	2 399	contrat conclu de gré à gré
Mon Octopus inc.	Souscrire à des abonnements et à des services d'accompagnement pour l'utilisation du logiciel Octopus ITSM	14 481	contrat conclu de gré à gré
Mon Octopus inc.	Fournir des services pour le développement de logiciels	4 200	contrat conclu de gré à gré
Nadeau, Patrick	Fournir les services de formation intitulée "Atelier d'initiation au logiciel After Effect"	2 400	contrat conclu de gré à gré

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Nadeau, Patrick	Fournir les services de formation intitulée "Atelier d'initiation au logiciel Adobe Première Pro"	2 300	contrat conclu de gré à gré
Nadeau, Patrick	Fournir les services de formation intitulée "Atelier d'initiation au logiciel After Effect"	1 200	contrat conclu de gré à gré
Nollen inc.	Fournir les services de traiteur	1 013	contrat conclu de gré à gré
Notos Média	Fournir les services de tournage et de montage	1 550	contrat conclu de gré à gré
Nova Film inc	Fournir les services d'administration et de gestion de la production "Fier Partenaire 2022"	2 898	contrat conclu de gré à gré
Optimal Workshop Ltd	Souscrire à l'abonnement annuel	2 571	contrat conclu de gré à gré
Perron Design	Fournir les services de conception et d'aménagement (plans et devis)	13 125	contrat conclu de gré à gré
PG solutions inc.	Procéder au renouvellement des licences SyGED	8 352	contrat conclu de gré à gré
PG solutions inc.	Fournir les services d'entretien et de soutien des applications SyGED	2 865	contrat conclu de gré à gré
Pleasant Solutions inc.	Souscrire à l'abonnement "Pleasant Password Server Enterprise"	2 127	contrat conclu de gré à gré
Pontbriand	Acheter des trophées pour les prix "Pour un Québec sans racisme"	2 965	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Pragma Stratégies inc.	Élaborer une formation et la diffuser auprès des conseillers politiques	24 900	contrat conclu de gré à gré
Précicom Technologies inc.	Acheter des jetons MFA Microsoft 365/Azure	1 400	contrat conclu de gré à gré
Précicom Technologies inc.	Procéder au renouvellement des licences pour la mise à jour des coupe-feu	23 555	contrat conclu de gré à gré
Précicom Technologies inc.	Procéder au renouvellement des licences pour la mise à jour des bornes sans fil	3 395	contrat conclu de gré à gré
Québec numérique	Participer à l'évènement Web à Québec (WAQ) 2022	21 363	contrat conclu de gré à gré
Référence Média	Fournir les services de veille parlementaire	1 800	contrat conclu de gré à gré
Résolys inc.	Fournir les services pour la production d'un rapport d'analyse en ressources humaines	9 000	contrat conclu de gré à gré
Rinfret, Natalie	Participer et apporter son expertise en tant que membre du comité scientifique pour le sondage sur la progression de carrière des cadres de la fonction publique québécoise	8 000	contrat conclu de gré à gré
Saint Construction	Acheter du mobilier	4 300	contrat conclu de gré à gré
Salon carrière formation de Québec	Fournir les services de location d'un kiosque pour le Salon carrière formation de Québec	1 260	contrat conclu de gré à gré
Samuel Tessier Photographe	Fournir les services de photographie	1 291	contrat conclu de gré à gré
Seigneurie de l'Île d'Orléans inc.	Fournir les services de location d'espace pour la tenue d'un point de presse	1 350	contrat conclu de gré à gré
Sencha inc.	Souscrire à un abonnement logiciel	1 136	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Services linguistiques Versacom inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	23 000	contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Acheter des batteries de remplacement et autres équipements informatiques	8 800	contrat conclu de gré à gré (via le catalogue du CAG)
Softchoice LP	Acheter un numériseur de document	1 875	contrat conclu de gré à gré (via le catalogue du CAG)
Softchoice LP	Acheter des licences PowerApps	14 863	contrat conclu de gré à gré (via le catalogue du CAG)
Softchoice LP	Acheter un numériseur de document	1 800	contrat conclu de gré à gré (via le catalogue du CAG)
Softchoice LP	Procéder au renouvellement pour la maintenance de Paessler Software for PRTG Network Monitor	1 650	contrat conclu de gré à gré (via le catalogue du CAG)
Softerra, Inc.	Acheter des licences Softerra Adaxes et le service de maintenance	6 275	contrat conclu de gré à gré
SolidCAD une compagnie Cansel	Acheter des licences AutoCAD	1 620	contrat conclu de gré à gré
Solotech inc.	Acheter un support pour téléviseur	1 306	contrat conclu de gré à gré
Solotech inc.	Acheter des équipements pour un système audiovisuel	5 906	contrat conclu de gré à gré
Solotech inc.	Fournir les services de location d'équipements audio et vidéo	4 354	contrat conclu de gré à gré
Solotech inc.	Fournir les services de location d'équipements audio et vidéo	3 863	contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova global inc.	Fournir les services de formation	1 960	contrat conclu de gré à gré
SOPROQ	Souscrire à un abonnement pour la reproduction d'enregistrement sonore	1 900	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
Stanex inc.	Remplacer des batteries pour un équipement informatique	7 580	contrat conclu de gré à gré
Stanex inc.	Fournir le service d'entretien UPS Eaton	11 145	contrat conclu de gré à gré
Staples	Acheter des imprimantes	2 169	contrat conclu de gré à gré
Synopsis recherche marketing inc.	Fournir des services professionnels pour développer une méthodologie, collaborer à la collecte de données et produire un rapport d'analyse	9 500	contrat conclu de gré à gré
Tanguay	Acheter des téléviseurs et du mobilier	3 702	contrat conclu de gré à gré
Technologia	Fournir les services de formation intitulée "Planifier et produire un événement en direct avec Microsoft Teams"	2 700	contrat conclu de gré à gré
Teknograv	Acheter des trophées pour les prix Zénith	3 164	contrat conclu de gré à gré
Traductions Terrance Hughes inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	24 500	contrat conclu de gré à gré
Traductions Waterhouse inc.	Fournir les services professionnels afin de réaliser, sur demande, des travaux de traduction ou la révision de divers documents	23 000	contrat conclu de gré à gré
Transition services conseils inc.	Fournir des services professionnels en informatique (programmation)	21 000	contrat conclu de gré à gré
Transition services conseils inc.	Fournir des services professionnels en informatique (migration de bases de données)	7 000	contrat conclu de gré à gré
Useberry	Souscrire à l'abonnement d'un outil de recherche Web	1 081	contrat conclu de gré à gré
Versalys inc.	Fournir les services de formation intitulée "Décoder les enjeux de son environnement et développer des stratégies pour de meilleures prises de décisions (niveaux 1 et 2)"	20 000	contrat conclu de gré à gré

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT (\$)	MODE D'OCTROI
WBNBC Le meilleur réseau mondial de contacts d'affaires inc.	Fournir les services de location d'espace pour le salon emplois	1 499	contrat conclu de gré à gré
XYZ Technologie culturelle inc.	Acheter des écrans de diffusion numériques portables	14 315	contrat conclu de gré à gré
Zoom Video Communication inc.	Acheter des licences "Zoom One Business" et "Webinar 500"	3 075	contrat conclu de gré à gré
TOTAL MCE		994 095	

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>
ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique
et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;

b) la nature du projet;

c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);

d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;

e) les plus récentes évaluations du coût du projet;

f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;

k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;

m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Pour la sous-question m) : Aucune pénalité n'a été appliquée à des sous-traitants dans le domaine des technologies de l'information en 2022-2023.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;**
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;**
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;**
- d) la liste des fournisseurs;**
- e) une copie du plan de déploiement.**

Période du 1er avril 2022 au 28 février 2023

b) Coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 651 356 \$

c) Coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : aucune pénalité

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;

b) le mobilier de bureau;

c) l'ameublement;

d) la décoration et l'embellissement, incluant les oeuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;

e) le distributeur d'eau de source;

f) le remboursement des frais de transport;

g) le remboursement des frais d'hébergement;

h) le remboursement des frais de repas;

i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;

j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

II. b) à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
Photocopies	29 465
Mobilier de bureau et ameublement	32 070
Décoration et embellissement	–
Distributeur d'eau de source	2 343
Frais de transport, d'hébergement, de repas	587 700
Participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	427 643
Participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	–
TOTAL	1 079 221
Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;**
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;**
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;**
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;**
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);**
- f) le coût d'acquisition des appareils;**
- g) le coût d'utilisation des appareils;**
- h) les noms des fournisseurs;**
- i) les ordinateurs portables;**
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.**

b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme : 8 059 \$

c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme : 3 628 \$

d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu : 1 810 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/telecom/contrat-telecom.asp>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;**
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;**
- p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;**
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;**
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;**
- p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.**

Les réponses aux sous-questions a, b, c, d, e, f, g, i, j, k, l, m, n et p seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Réponse : aucun poste n'a été aboli au net.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

PROGRAMME 2 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	
NOMBRE DE POSTES VACANTS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI	
Emplois supérieurs	0
Cadres	5
Professionnels	66
Fonctionnaires	32
TOTAL	103

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

14. Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) Nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées :
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : Fin de cette mesure le 31 mars 2015.

c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : Il n'y a eu aucun contrat signé avec des personnes retraitées.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EMPLACEMENT	SUPERFICIE (m ²)	COÛT 2022-2023 (\$)	DATE DE FIN	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
770, rue Sherbrooke Ouest, Montréal	1 640	729 985 \$	31 décembre 2024	Entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures
875, Grande Allée Est, Québec	12 691	3 444 375 \$	N/A	Société québécoise des infrastructures
65, rue Sainte-Anne, Québec	353	105 380 \$	31 octobre 2037	Entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures
835, boulevard René-Lévesque Est, Québec	6 272	1 510 889 \$	N/A	Société québécoise des infrastructures
1435, rue de Bleury, Montréal	387	182 092 \$	N/A	Société québécoise des infrastructures
675, boulevard René-Lévesque Est, Québec	29	15 510 \$	N/A	Société québécoise des infrastructures
900 Place D'Youville, Québec	2 165	609 765 \$	30 juin 2026	Entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures

NOTE : la réponse à la sous-question d) est incluse à la question générale 17.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Afin d'optimiser les processus de traitement de cette dépense au sein du ministère, les coûts reliés aux loyers de tous les programmes ont été transférés dans le budget du programme 2.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/baux/baux.asp>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce,
pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) 2022-2023 : 18 491 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

CABINET DU PREMIER MINISTRE			
MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Beauregard	Étienne-Alexandre	Conseiller politique	Québec
Bélair	Benjamin	Directeur adjoint	Montréal
Belcourt-Lamarche	Laurence	Conseillère politique	Montréal
Bellerose	Sophie	Employée de soutien	L'Assomption
Bergeron	Alice	Conseillère politique	Québec
Bergeron	Carl	Conseiller politique	Montréal
Blackburn	Annabelle	Conseillère politique	Québec
Boivin-Picard	Surassa	Attachée politique	Québec
Boudreau	Camille	Attachée politique	Québec
Breault	Nathalie	Attachée politique	L'Assomption

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Breton	Pascale	Conseillère politique	Montréal
Caron	Richard	Attaché politique	L'Assomption
Cayouette	Maude	Attachée politique	Québec
Chamula-Pellerin	Valérie	Conseillère politique	Québec
Chapron	Emmanuelle	Conseillère politique	Québec
Chartrand	Simon-Robert	Conseiller politique	Montréal
Couture	Joël	Employé de soutien	Québec
Crawford	Mathieu Théoret	Attaché politique	Montréal
Deslongchamps-Robitaille	Catherine	Conseillère politique	Montréal
Desmarais	Vincent	Conseiller politique	Québec
Dionne	Manuel	Conseiller politique	Montréal
Doyon	Mathias	Attaché politique	Québec
Drouin	Germain	Conseiller politique	L'Assomption
Dudas	Adriana	Attachée politique	L'Assomption
Faucher	Esther	Attachée politique	Québec
Fournier	Louise	Attachée politique	Montréal
Garon	Julien	Attaché politique	Québec
Gaucher	Eve	Conseillère politique	Québec
Gauthier	Ariane Maher	Conseillère politique	Montréal
Giguère	Marilou	Conseillère politique	Québec
Gobeil	Stéphane	Conseiller politique	Québec
Gouin	Geneviève	Conseillère politique	Montréal
Harpin	Lynne	Conseillère politique	L'Assomption
Houde	Julie	Attachée politique	Montréal

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

MEMBRES DU PERSONNEL (ordre alphabétique)		TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Houle	Hélène	Attachée politique	Montréal
Koskinen	Martin	Directeur de cabinet	Montréal
Labranche	Michaël	Conseiller politique	Québec
Laflamme	Claude	Directrice adjointe	Montréal
Lauzon	Sébastien	Conseiller politique	Montréal
Lavoie	Carol	Attaché politique	Montréal
Leboeuf	Maxime	Attaché politique	Montréal
Lewis	Isabelle	Conseillère politique	Montréal
Mailhot	Pascal	Conseiller politique	Montréal
Major	Catherine	Conseillère politique	Montréal
Mérineau	Luc	Conseiller politique	Montréal
Mourelatos	Stavros	Conseiller politique	Montréal
Nadeau	Émilie	Conseillère politique	Québec
Pepin-Laporte	Élyse	Conseillère politique	Montréal
Pilon-Robitaille	Thomas	Attaché politique	Montréal
Plante	Martin	Conseiller politique	Québec
Pouliot	François	Conseiller politique	Montréal
Renaud	Carl	Conseiller politique	Montréal
Sauves	Ewan	Conseiller politique	Québec
Simard-Leduc	Guillaume	Conseiller politique	Québec
Slama	Aymeline	Attaché politique	Québec
Talbot	Nadia	Attachée politique	Québec
Toussaint-Lévesque	Mathieu	Attaché politique	Québec
Verville	Thomas	Attaché politique	Montréal
Wilson	Julie	Conseillère politique	Montréal

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

Masse salariale depuis le 1^{er} avril 2022 (CT 227398) : 5 000 000 \$ sur une base annuelle

Nombre d'employés durant l'année 2022-2023 : 59 employés

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
 - b) la circonscription électorale;**
 - c) le montant attribué;**
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).
<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/depenses/budget-ministre/budget-ministre.asp>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;**
- g) les prévisions pour 2023-2024.**

Réponse : Aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);

b) par catégorie d'âge;

c) prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

SITUATION AU 28 FÉVRIER 2023				
ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DURÉE DU MANDAT		SALAIRE ANNUEL (\$)
		DU	AU	
Ministère du Conseil exécutif - secrétaire général et greffier	Administrateur d'État I en prêt de services (conseiller spécial auprès de la rectrice de l'Université Laval)	2018-11-06	-	304 731
Centre de services partagés du Québec - Membre du conseil d'administration et président-directeur général	Administrateur d'État I en prêt de services (conseiller en développement stratégique et en transformation numérique auprès du président-directeur général de la Société du Centre des congrès de Québec)	2021-02-08	2023-02-07	253 942
Ministère du Conseil exécutif - secrétaire général associé au Comité ministériel de l'économie, de la création d'emplois et du développement durable	Administrateur d'État II en prêt de services auprès de la présidente-directrice générale de la Société des alcools du Québec	2018-08-13	2023-08-13	217 754

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

DÉPENSES	COÛTS (\$)
CNW Group	23 658
Distributeurs de journaux divers	1 686
Éditions législatives (Wilson et Lafleur, Yvon Blais, Gaudet éditeur)	450
Entreprises Presse canadienne inc.	1 140
Financial Times	887
Le Courrier parlementaire	179 100
Le Devoir	341
Le Soleil	140
Press Reader	400
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	911
The Economist	24
The Globe and Mail	421
The New York Times	220
Thomson Reuters Canada	288
*TOTAL	209 666

*L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

NOM DU SITE WEB	NOM DE LA FIRME OU DES PROFESSIONNELS QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛTS DE CONSTRUCTION, D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN, DE MISE À JOUR, DE MODERNISATION OU DE REFONTE (\$)	COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES (\$)
Secrétariat aux emplois supérieurs www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	1 460	130
Ordre national du Québec www.ordre-national.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	1 460	130
Ministère du Conseil exécutif - Accès à l'information et protection des renseignements personnels www.acces.mce.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	860	130
Forum de la communication gouvernementale www.forumcommunicateurs.gouv.qc.ca	Site entièrement conçu à l'interne	860	130
Site du gouvernement du Québec Quebec.ca	Site entièrement conçu à l'interne	362 715	Inclus dans l'hébergement

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉGION ET VILLES VISITÉES	RAISON DU DÉPLACEMENT (BUT) ET DATES	COÛTS (\$)				TOTAL (\$)
		FRAIS DE DÉPLACEMENT	FRAIS D'HÉBERGEMENT	FRAIS DE REPAS	AUTRES FRAIS	
Toutes les régions du Québec	Visites du premier ministre, été 2022, à travers toutes les régions du Québec afin de rencontrer les élus locaux	41 700	1 691	1 330	501	45 223

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

DÉPENSES	COÛT DES DÉPLACEMENTS (\$)
Adjoint parlementaire du premier ministre (4) - 1er avril au 3 octobre 2022	3 803
Adjoint parlementaire du premier ministre (0) - 4 octobre 2022 au 28 février 2023*	-
*Réattribution des responsabilités ministérielles à la suite de la constitution d'un nouveau Conseil des ministres.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse : aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Programme 2

Réponse : Aucun

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse : 228 548 \$ ont été versés en allocation de départ en 2022-2023.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

b) les grands dossiers en cours;

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) Dépense totale (opération et capital) : 2 446,8 k\$

b) Grands dossiers en cours : les informations sont disponibles au Tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :
la réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques : la réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnels en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

ORDRE PROFESSIONNEL	2022-2023	
	NOMBRE DE COTISATIONS	COÛT (\$)
Barreau du Québec - Avocats (corps d'emploi 115)	14	22 120
Barreau du Québec - Autres	8	12 636
TOTAL	22	34 756

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;**
- b) La nature;**
- c) Les questions posées;**
- d) Les réponses;**
- e) La firme retenue;**
- f) Les coûts.**

Un montant de 89 815 \$ a été octroyé à la firme SOM pour la réalisation de sondages.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Total des investissements du ministère du Conseil exécutif en placements publicitaires pour l'année 2022-2023 : 1 967 821 \$

a) Placements dans les médias communautaires : 46 126 \$ (2,34 % des investissements totaux).

b) Placements numériques : 806 159 \$ (40,97 % des investissements totaux), dont 112 991 \$ sur les médias sociaux (5,74 % des investissements totaux).

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

La réponse à cette question fera partie de l'étude des crédits 2023-2024 du ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;

b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;

c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse : Aucun coût.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère.
<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-personnes-handicapees/bilan-paaeph-22-23.pdf>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2022-2023 est disponible sur le site Internet du Ministère :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/plan-dev-durable/PADD_2223.pdf

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse : 10 980 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

53. Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;**
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);**
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Le programme d'aide aux employés (PAE) est offert à l'ensemble des employés et couvre notamment leurs besoins en matière de santé mentale.

Les sommes dépensées en 2022-2023 pour ce programme ont été assumées par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;**
- b) Date de fin prévue du contrat;**
- c) Valeur prévue du contrat;**
- d) Sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;**
- b) Date de fin prévue du contrat;**
- c) Valeur prévue du contrat;**
- d) Sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

a) Nombre de stagiaires reçus : 42

c) Rémunération totale déboursée : 251 136 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse : 0 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère <https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/engagements-et-contrats/index.asp>.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;**
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- d) le montant accordé;**
- e) les motifs de la demande.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 28 FÉVRIER 2023

Comité ministériel des services aux citoyens

Mandat :

Le Comité ministériel des services aux citoyens a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l'action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les notes explicatives, les notes d'information et les mémoires qui lui sont soumis afin de lui permettre :

- 1° de mieux cerner l'ampleur et la portée du sujet traité;
- 2° d'identifier les solutions possibles;
- 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure;
- 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique.

Plus particulièrement, il a pour mandat de s'assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres.

Membres :

le ministre de la Langue française, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, ministre responsable des Institutions démocratiques, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et ministre responsable de la Laïcité

la ministre de la Famille

la ministre des Transports et de la Mobilité durable

le ministre de la Santé

le ministre responsable des Services sociaux

le ministre de l'Éducation

le ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Jeunesse

la ministre des Affaires municipales

le ministre de la Cybersécurité et du Numérique

la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air

la ministre déléguée à la Santé et aux Aînés

le ministre de la Sécurité publique

la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

la ministre responsable de l'Habitation

le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 28 FÉVRIER 2023

Comité ministériel de l'économie et de l'environnement

Mandat :

Le Comité ministériel de l'économie et de l'environnement a pour fonctions de fournir au Conseil exécutif, dans une perspective de cohérence de l'action gouvernementale, ses observations et recommandations sur les notes explicatives, les notes d'information et les mémoires qui lui sont soumis afin de lui permettre :

- 1° de mieux cerner l'ampleur et la portée du sujet traité;
- 2° d'identifier les solutions possibles;
- 3° de choisir parmi ces solutions celle qui, dans les circonstances, se présente comme étant la meilleure;
- 4° de mesurer les conséquences de tout ordre que la solution implique.

Plus particulièrement, il a pour mandat de s'assurer de la cohérence et de la coordination des politiques et des actions gouvernementales dans les domaines qui relèvent de la compétence de ses membres.

Membres :

le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

la ministre du Tourisme

le ministre des Finances et ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministre responsable du Développement économique régional et ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal

le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

le ministre de la Justice

la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et ministre responsable de la Condition féminine

la ministre de l'Emploi

la ministre de l'Enseignement supérieur

la ministre des Ressources naturelles et des Forêts

le ministre du Travail

le ministre délégué à l'Économie et ministre responsable de la Lutte contre le racisme

le ministre responsable des Infrastructures et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

SITUATION AU 28 FÉVRIER 2023

Comité de législation

Mandat :

Le mandat du Comité de législation est d'assurer la cohérence législative et juridique de tout projet de loi ou d'amendements à un projet de loi que le gouvernement entend présenter à l'Assemblée nationale.

Membres :

Monsieur Simon Jolin-Barrette

Madame Sonia LeBel

Monsieur Jonatan Julien

Monsieur Jean Boulet

Madame Maïté Blanchette Vézina

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹
1	Interpellations policières	Présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi dont certaines dispositions permettront au ministre de la Sécurité publique d'émettre des lignes directrices sur tout sujet relatif à l'activité policière, incluant les interpellations policières. - Une pratique policière sur l'interpellation policière a été déployée au mois d'août 2020. - Le MSP a également rendu disponible un mécanisme de collecte de données sur l'interpellation policière. Depuis le 30 mai 2022, tous les corps de police disposent des outils leur permettant de déployer le cadre de collecte de données au sein de leur organisation. - Suivant l'adoption du projet de Loi modifiant diverses dispositions relatives à la Sécurité publique et édictant la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues (PL-14), le ministre de la Sécurité publique pourrait émettre des lignes directrices encadrant les interpellations policières, incluant les interceptions routières à l'ensemble des corps de police du Québec.	Ministère de la Sécurité publique	
2	Patrouilles mixtes	Soutenir le Service de police de l'agglomération de Longueuil dans la mise en place d'un projet d'intervention policière basé sur la concertation et la création de liens harmonieux avec la population, soit le projet policier RÉSO. Les intervenants et les organismes travaillant auprès des policiers RÉSO les ont très bien reçus. Pour la période d'avril à juin 2022, environ 490 heures de patrouille à pied et 76 heures de déplacement à vélo ont été effectuées par les policiers RÉSO sur le terrain.	Ministère de la Sécurité publique	809 103

¹ Sommes dépensées entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹
2	Patrouilles mixtes (suite) Soutenir la Ville de Montréal dans la mise en place d'une équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) et bonifier le soutien financier accordé à une équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) du Service de police de la Ville de Montréal. - En 2022-2023, l'ECCR a intégré cinq nouveaux conseillers en développement communautaire terrain. Ceux-ci accompagnent les policiers dans leurs patrouilles quotidiennes. - En ce qui a trait à l'ÉSUP, en 2022, cette équipe est intervenue à 2 024 reprises dans des situations d'urgences psychosociales afin de soutenir l'ensemble des policiers sur le territoire montréalais.	Ministère de la Sécurité publique	2 323 042
	Soutenir la mise en place de 10 équipes mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité via le Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière et de 4 projets visant à lutter contre le profilage racial et social.	Ministère de la Sécurité publique	Voir note ²
3	Formation continue des policiers Développer une formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social qui sera destinée au personnel et aux gestionnaires des organisations policières. - Des travaux sont en cours, de concert avec l'École nationale de police du Québec afin d'offrir des capsules formatives sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en étroite collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Commissaire à la déontologie policière. Le gouvernement a déjà accordé un budget de 930 000 \$ sur quatre ans, pour la réalisation de ce projet. - Un protocole d'entente a été signé entre le MSP et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) au mois de juin 2022 afin d'officialiser cette collaboration. - Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2021-2022. La diffusion des deux premières capsules formatives est prévue au printemps 2023.	Ministère de la Sécurité publique (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Commissaire à la déontologie policière, École nationale de police du Québec)	156 930
² En date du 28 février 2023, aucune somme n'a encore été versée, étant donné que le processus de signature des ententes est en cours. La dépense prévue pour 2022-2023 représente toutefois 2 359 840 \$.			

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹	
4	Domaine du logement	Rehausser les crédits budgétaires de la CDPDJ afin de lui permettre, notamment, d'augmenter l'embauche pour offrir un traitement plus rapide des plaintes, particulièrement en matière de logement.	Ministère de la Justice	4 900 000
		Développer et mettre en place la <i>plainte en ligne</i> .	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	11 250
		Mener des initiatives de sensibilisation auprès d'annonceurs concernant les annonces discriminatoires.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	
		Participer à une conférence sur le racisme et promouvoir des outils de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en matière de logement.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1 010
		Dispenser des formations en lien avec le racisme et le logement	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	11 857
5	Emplois dans le secteur de la construction	Offrir un service confidentiel et personnalisé visant l'inclusion des groupes sous-représentés dans l'industrie de la construction.	Commission de la construction du Québec	Voir note ³
		Documenter les enjeux d'inclusion et de climat sain dans l'industrie de la construction.	Commission de la construction du Québec	
		Mobiliser les parties prenantes de l'industrie sur les actions entreprises par la CCQ découlant du Rapport du groupe d'action contre le racisme.	Commission de la construction du Québec	
		Travailler à la révision du cadre normatif de l'industrie de la construction pour analyser des propositions de mesures réglementaires de redressement soutenant l'inclusion de la diversité.	Commission de la construction du Québec	

³ Les sommes relatives aux mesures de la Commission de la construction du Québec sont prises à même son budget de fonctionnement.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹
5	Emplois dans le secteur de la construction (suite)	Mener des actions de communication et de mobilisation pour une industrie inclusive et saine.	Commission de la construction du Québec	
		Financer un projet de recherche sur les obstacles et facteurs de succès à l'intégration et au maintien en emploi des personnes immigrantes dans l'industrie de la construction.	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Conseil emploi métropole)	13 050
6	Reconnaissance des compétences des personnes immigrantes	Intensifier les démarches de négociation pour conclure de nouvelles ententes avec les principaux territoires prioritaires en prospection et consolider l'expertise de l'équipe œuvrant en reconnaissance des qualifications professionnelles pour soutenir l'intensification des démarches de négociation.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	164 060
		Se doter d'un plan d'action concerté afin de mettre en œuvre un continuum de mesures visant à améliorer et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	28 295 833
7	Emplois de la fonction publique	Terminer la mise en œuvre du Programme d'accès à l'égalité en emploi pour les membres des minorités visibles et ethniques 2018-2023.	Secrétariat du Conseil du trésor	
		Élaborer une campagne d'information auprès des médias de la diversité ethnoculturelle afin de promouvoir le nouveau processus de dotation des emplois dans la fonction publique.	Secrétariat du Conseil du trésor	
8	Conseils d'administration des sociétés d'État	Mettre en place un programme triennal (2022-2025) de bourses et de formation, destiné aux membres des minorités visibles et ethniques, qui permettra l'élargissement du bassin de candidatures formées en gouvernance des sociétés d'État.	Ministère du Conseil exécutif (MCE) (Secrétariat aux emplois supérieurs)	96 900
9	Sensibilisation de la population	Élaborer une campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés à l'échelle du Québec. - La 1re phase de cette campagne triennale a démarré le 22 novembre 2021 et a pris fin le 30 janvier 2022. Un montant de 1 189 528 \$ avait été dépensé pour cette première phase, entre le 1er avril 2021 et le 28 février 2022.	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la communication gouvernementale)	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹	
10	Parcours scolaire des jeunes	Intégrer le thème du racisme et de la discrimination dans le nouveau programme d'études Culture et citoyenneté québécoise.	Ministère de l'Éducation du Québec	
		Élaborer un guide complémentaire à l'intention des enseignants portant sur les ancrages existant dans l'ensemble du curriculum pour traiter de la question du racisme.	Ministère de l'Éducation du Québec	26 400
		Poursuivre la promotion de l'éducation interculturelle, des pratiques inclusives et de la valorisation du vivre-ensemble.	Ministère de l'Éducation du Québec	635 400
11	Formation initiale des enseignants	Poursuivre la révision des programmes de formation à l'enseignement en tenant compte du Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante publié en décembre 2020.	Facultés d'éducation	
12	Nomination d'un ministre	Désigner un ministre responsable de la Lutte contre le racisme (20 octobre 2022). - Cette responsabilité ministérielle a été créée le 24 février 2021, avec la nomination, pour la première fois dans l'histoire du Québec, d'un ministre responsable.	N/A	
13	Formation pour les employés de l'État	Élaborer une formation de sensibilisation sur la question du racisme en vue de la rendre accessible au personnel de la fonction publique.	Ministère du Conseil exécutif (Bureau de coordination de la lutte contre le racisme)	24 161

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹
VOLET AUTOCHTONE			
14	Sensibilisation de la population Élaborer et lancer une campagne de sensibilisation aux réalités autochtones.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit	2 408 930
15	Sensibilisation des ordres professionnels Sensibiliser à la promotion de l'élaboration de formations sur les réalités autochtones. - Une correspondance du ministre Ian Lafrenière au Conseil interprofessionnel du Québec l'enjoignant à promouvoir l'élaboration de formations sur les réalités autochtones a été transmise.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit	
16	Formation initiale des enseignants Intégrer au Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante des éléments pour la prise en compte des réalités autochtones.	Ministère de l'Éducation	
	Poursuivre les travaux avec la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones en regard de cette action.	Ministère de l'Éducation	
17	Contenu scolaire Consulter des organisations autochtones en éducation dans le cadre de l'élaboration du programme d'études Culture et citoyenneté québécoise (anciennement Éthique et culture religieuse).	Ministère de l'Éducation	
	Poursuivre l'actualisation des contenus du Programme de formation de l'école québécoise afin de prendre davantage en compte les réalités autochtones.	Ministère de l'Éducation	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹
18	Formation pour les employés de l'État	Offrir une formation générale en ligne sur les réalités autochtones accessible à l'ensemble du personnel des ministères et organismes.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit
		Offrir plusieurs formations différentes au sein de l'État québécois. Celles-ci peuvent porter sur la sensibilisation d'une manière générale en affaires autochtones.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit
		Offrir une formation spécifique aux intervenants de la santé et des services sociaux dans le réseau québécois du MSSS.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit
		Dispenser une formation obligatoire sur les réalités autochtones « Mikimowin », élaborée par l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à près de 2 500 employés du MTESS (sur une période de 2-3 ans)	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
19	Langues autochtones dans les services publics	Sensibiliser les membres du gouvernement en les enjoignant à faire preuve d'ouverture envers les membres des PNI quant à l'usage de leurs langues dans le contexte de la fréquentation des services publics. - Une correspondance du ministre Lafrenière à ses homologues a été transmise à cet effet.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit
		Sensibiliser les présidents-directeurs généraux (PDG) des établissements de santé et de services sociaux au droit des usagers autochtones à s'exprimer dans leur langue maternelle et pour demander de sensibiliser l'ensemble des équipes à cet égard. - Une correspondance du ministre Lafrenière aux PDG des établissements de santé et de services sociaux a été transmise à cet effet.	Secrétariat des relations avec les Premières Nations et Inuit

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :
nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions	MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹	
20	<p>Interpellations policières</p> <p>Présenter à l'Assemblée nationale un projet de loi dont certaines dispositions permettront au ministre de la Sécurité publique d'émettre des lignes directrices sur tout sujet relatif à l'activité policière, incluant les interpellations policières.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La pratique policière 2.1.7 Interpellation policière a été déployée le 20 août 2020. - Le MSP a également rendu disponible un mécanisme de collecte de données sur l'interpellation policière. Depuis le 30 mai 2022, tous les corps de police disposent des outils leur permettant de déployer le cadre de collecte de données au sein de leur organisation. - Suivant l'adoption du projet de Loi modifiant diverses dispositions relatives à la Sécurité publique et édictant la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues (PL-14), le ministre de la Sécurité publique pourrait émettre des lignes directrices encadrant les interpellations policières, incluant les interceptions routières à l'ensemble des corps de police du Québec. 	Ministère de la Sécurité publique		
21	<p>Patrouilles mixtes autochtones</p> <p>Soutenir la création de nouvelles équipes mixtes d'intervention à la Sûreté du Québec dans quatre municipalités (Roberval, Chibougamau, Joliette, Maniwaki) pour améliorer les liens entre la police et les communautés autochtones en offrant des services policiers et sociaux culturellement adaptés aux besoins.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les équipes ÉMIPIC Roberval et Maniwaki sont déployées. Les agents et les services de liaison civile autochtones pour Roberval et Maniwaki sont fournis par les Centres d'amitié Autochtones. - Le déploiement de l'équipe de Joliette est en cours. Trois policiers et deux intervenants communautaires ont été assignés sur l'équipe. - Le déploiement de l'équipe de Chibougamau est en cours, les policiers sont déployés. 	Ministère de la Sécurité publique	3 971 255	
22	Ressources des organismes communautaires	Soutenir de nouvelles initiatives de justice communautaire en milieu urbain et dans les communautés autochtones.	Ministère de la Justice	2 011 439
		Soutenir l'embauche de conseillers parajudiciaires additionnels issus des milieux autochtones pour exercer notamment des fonctions en protection de la jeunesse.	Ministère de la Justice	2 850 375
		Accroître les services par l'ajout de ressources pour soutenir les victimes dans le cadre du processus judiciaire.	Ministère de la Justice	226 250
		Offrir un soutien administratif aux programmes de justice.	Ministère de la Justice	437 500

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme (GACR).

#	Actions		MO	Sommes dépensées en 2022-2023 (\$) ¹
23	Outil Gladue	Bonifier la rémunération des rédacteurs Gladue sous contrat, rendre disponible des « lettres Gladue » et soutenir l'embauche de rédacteurs Gladue supplémentaires auprès d'organismes autochtones.	Ministère de la Justice	495 000
24	Services d'interprètes	Soutenir la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour.	Ministère de la Justice	
25	Logement hors communauté	Soutenir la mise en place de trois milieux de vie communautaires pour les étudiants autochtones à Sept-Îles, Trois-Rivières et Québec.	Ministère de l'Enseignement supérieur	6 200 000
			TOTAL	56 069 745 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

71. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui ont été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
2. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2022-2023, en indiquant pour chacun : son mandat, la liste des membres, le budget dépensé, le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres, les résultats atteints et le nombre de rencontres.
3. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses reçues par le ministère ou du Secrétariat du Conseil du Trésor pour l'année 2023-2024. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
4. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : la liste de tous les concours et tirages réalisés, les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix, l'objectif visé par la tenue de chacun des concours et la liste des concours qui ont pris fin.
5. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le nom du ou des organismes bénéficiaires, le montant qui leur a été accordé et fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
6. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2022-2023, l'âge de ces créances, ventilé par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer.
7. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre, le secrétaire général, les secrétaires adjoints ou associés en 2022-2023.
8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels et d'employés permanents, séparément par direction et séparément pour chacun des secrétariats.
9. Salaires, avantages, primes (experts, émérites) et bonis versés aux professionnels, aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 1^{er} mars 2022. Inclure les primes versées au personnel de cabinet.
10. Effectifs affectés au ministère et à ses secrétariats en 2022-2023, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
11. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs, depuis le 1^{er} mars 2022, incluant, pour chacun, la date de mise à pied, la raison de la mise à pied et l'allocation de départ versée.
13. Nombre de hauts fonctionnaires en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
14. Masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de directions. Fournir la ventilation par année.
15. Nombre de nominations pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2022.
16. Nombre de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2022.
17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 fournir les échelles salariales utilisées, la proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations et la comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées
18. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État.
19. L'effectif total et le budget total pour 2022-2023 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale).
20. Les directives envoyées par le Secrétariat à la communication gouvernementale aux directions des communications des ministères et organismes.
21. Toute directive en vigueur concernant l'atteinte de l'objectif de 4 % des dépenses de publicité dans les médias communautaires et résultats pour les campagnes publicitaires relevant du ministère.
22. Toute directive en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques (Google, Facebook, etc.).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale : objet de la campagne, coût de la campagne, clientèle visée, moyens publicitaires utilisés, nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.
24. Le montant total des sommes investies en veille médiatique depuis le 1^{er} mars 2022 par le Secrétariat à la communication gouvernementale. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
25. Le nombre d'utilisations du Challenger depuis le 1^{er} mars 2022, incluant la date, la destination, les personnes à bord et la raison de l'utilisation.
26. Nombre de personnes qui ont signifié leur intérêt à occuper un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale depuis le 1er mars 2022.
27. Sommes consacrées aux campagnes d'information et de sensibilisation sur la COVID-19 en 2022-2023, ventilées selon la langue et le canal de communication employé.
28. Veuillez préciser le statut de la lutte contre le racisme au sein du ministère comme secrétariat, direction générale ou direction, ainsi que le portefeuille que représente cette division et l'organigramme.
29. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous les projets financés au cours de l'année en précisant les retombées, l'état d'avancement et préciser ceux qui se sont vu refuser le financement ainsi que les raisons du refus.
30. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, fournir la liste d'initiatives telles que la Semaine d'actions contre le racisme et pour l'égalité des chances ou la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement en précisant les crédits rattachés ainsi que leur bilan.
31. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, crédits rattachés et bilan au projet La Décennie, proclamés par l'Assemblée générale des Nations Unies.
32. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, concernant les campagnes de publicité, veuillez fournir le nombre de plaintes reçues, ainsi que de préciser les sujets et les ressources attirées pour celles-ci.
33. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser : Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action, L'état d'avancement pour chacune des actions.

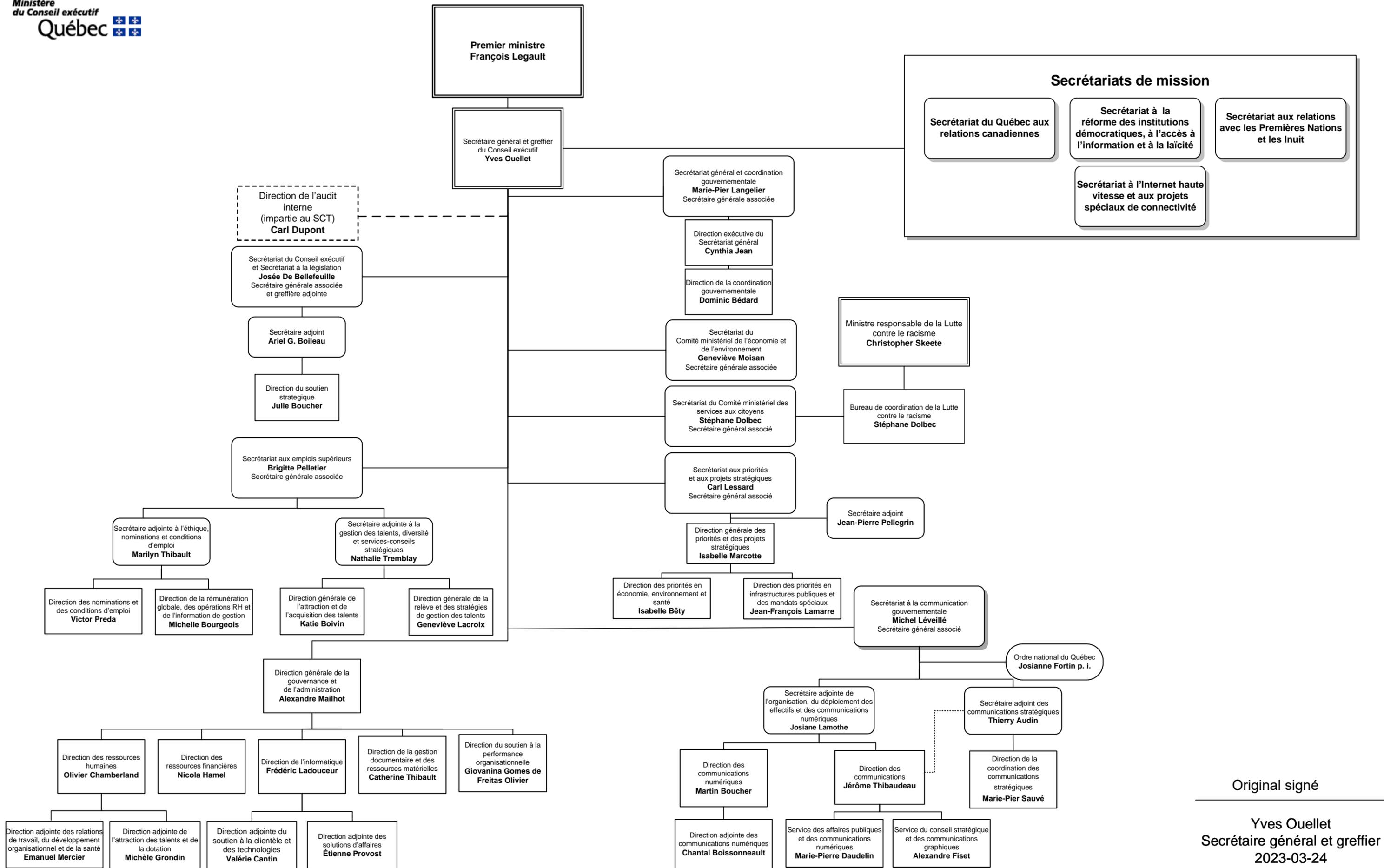
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste des prix de reconnaissance sous la direction de la lutte contre le racisme en précisant tous les crédits prévus et affectés pour l'attribution de ces prix.
35. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste de toutes campagnes d'information effectuées en précisant les crédits rattachés.
36. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous crédits octroyés pour les ressources d'aide en précisant les bénéficiaires.
37. Nombre d'ETC dédiés au Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés.
38. Pour les cinq dernières années, indiquer les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.
39. Pour les cinq dernières années, indiquer les sommes engagées pour les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.
40. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le caractère intersectionnel de la discrimination. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2022-2023.
41. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le profilage racial. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2022-2023

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Organigramme détaillé du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

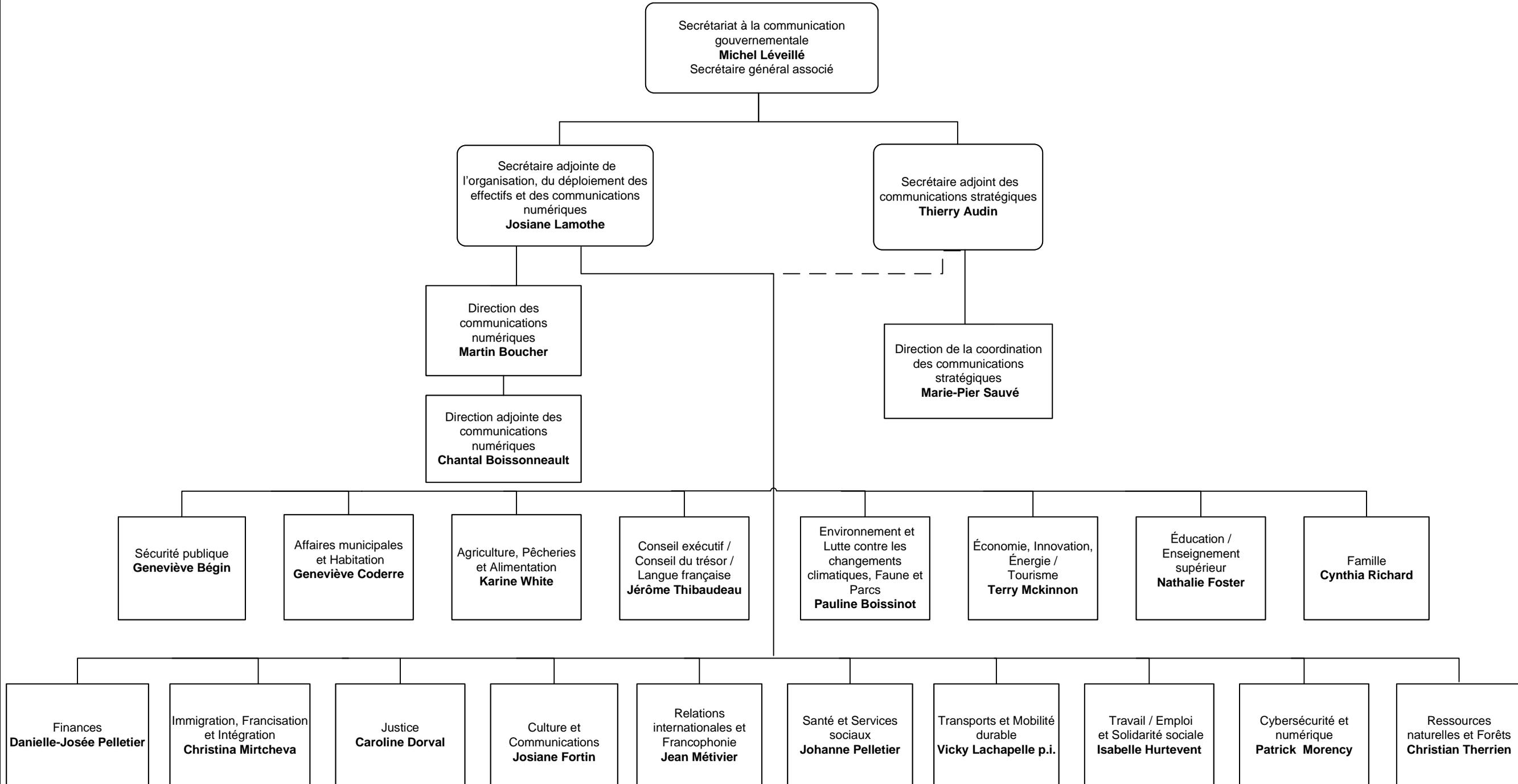
L'organigramme se trouve à la page suivante.



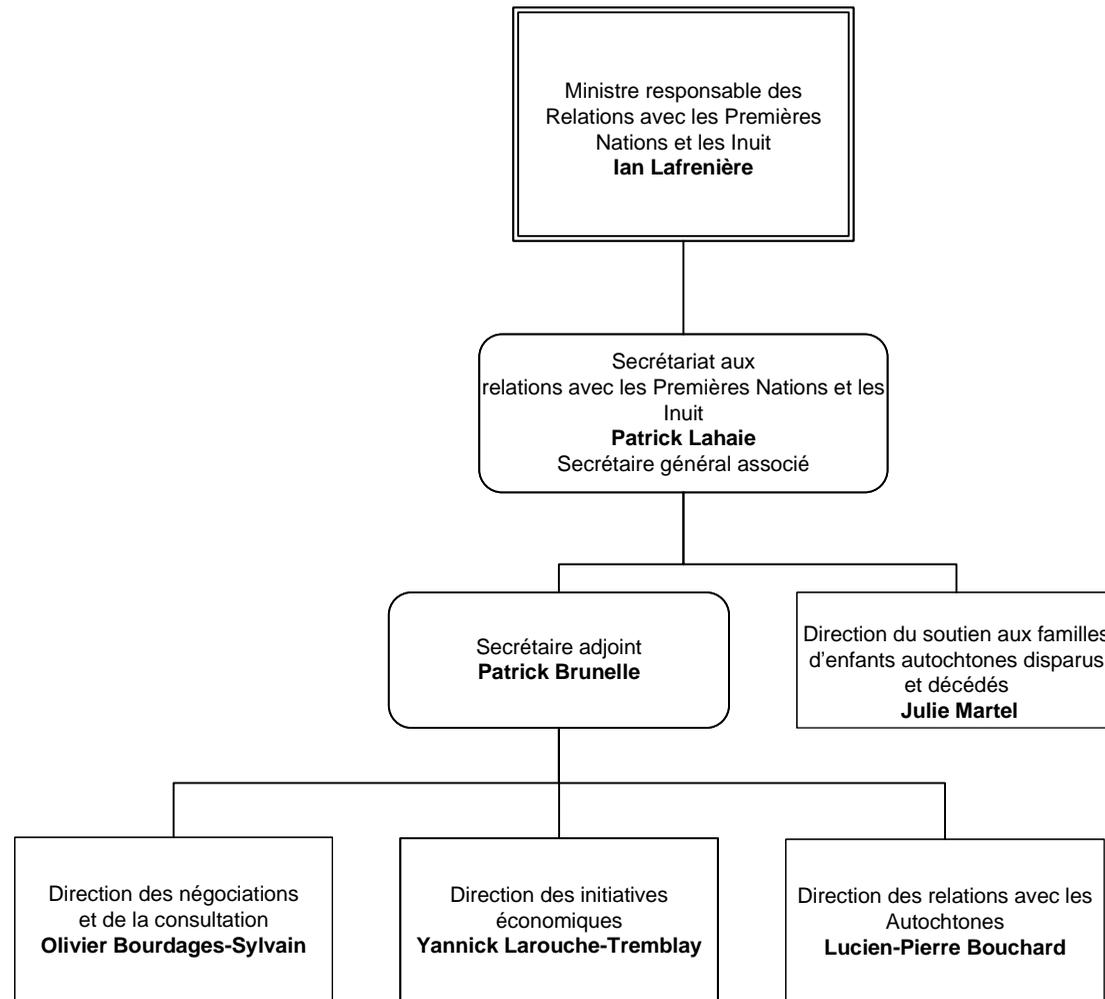
Original signé

Yves Ouellet
Secrétaire général et greffier
2023-03-24

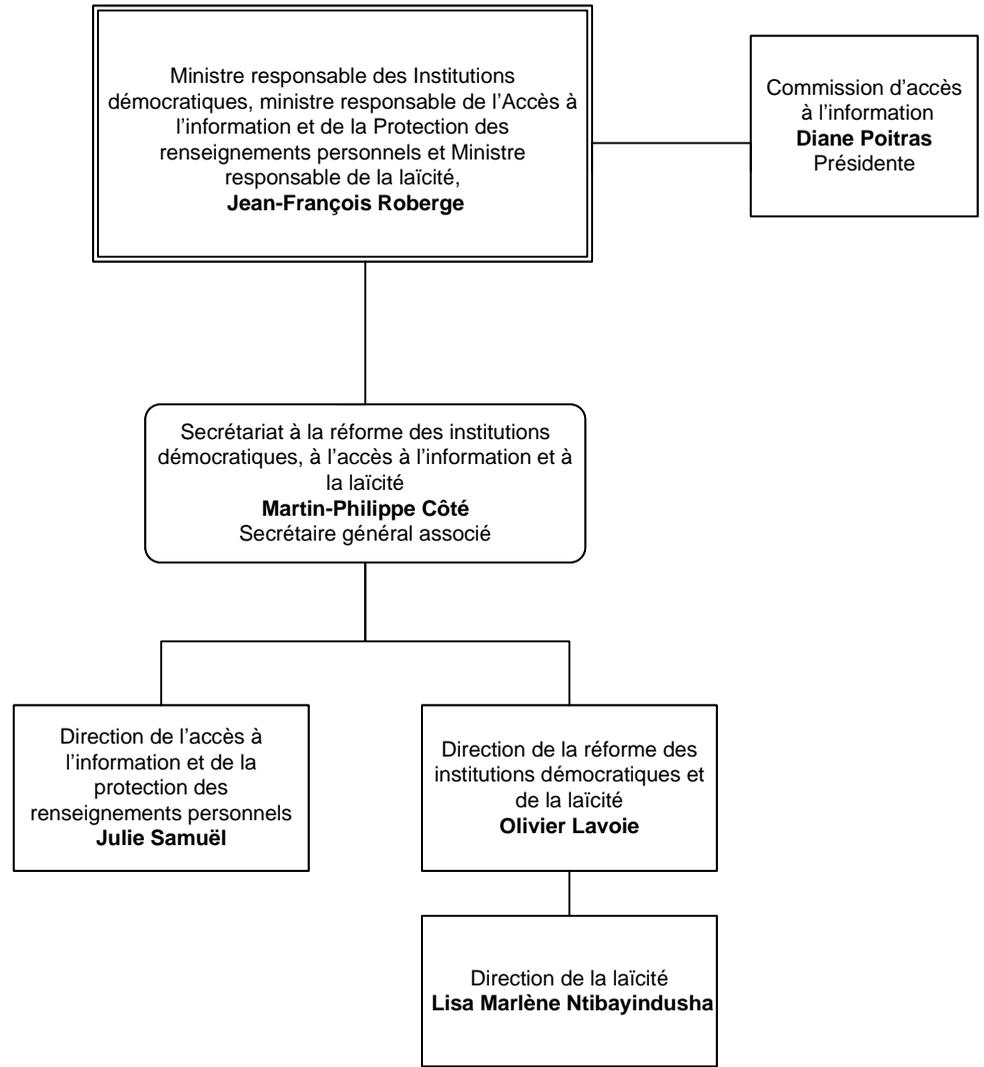
Secrétariat à la communication gouvernementale



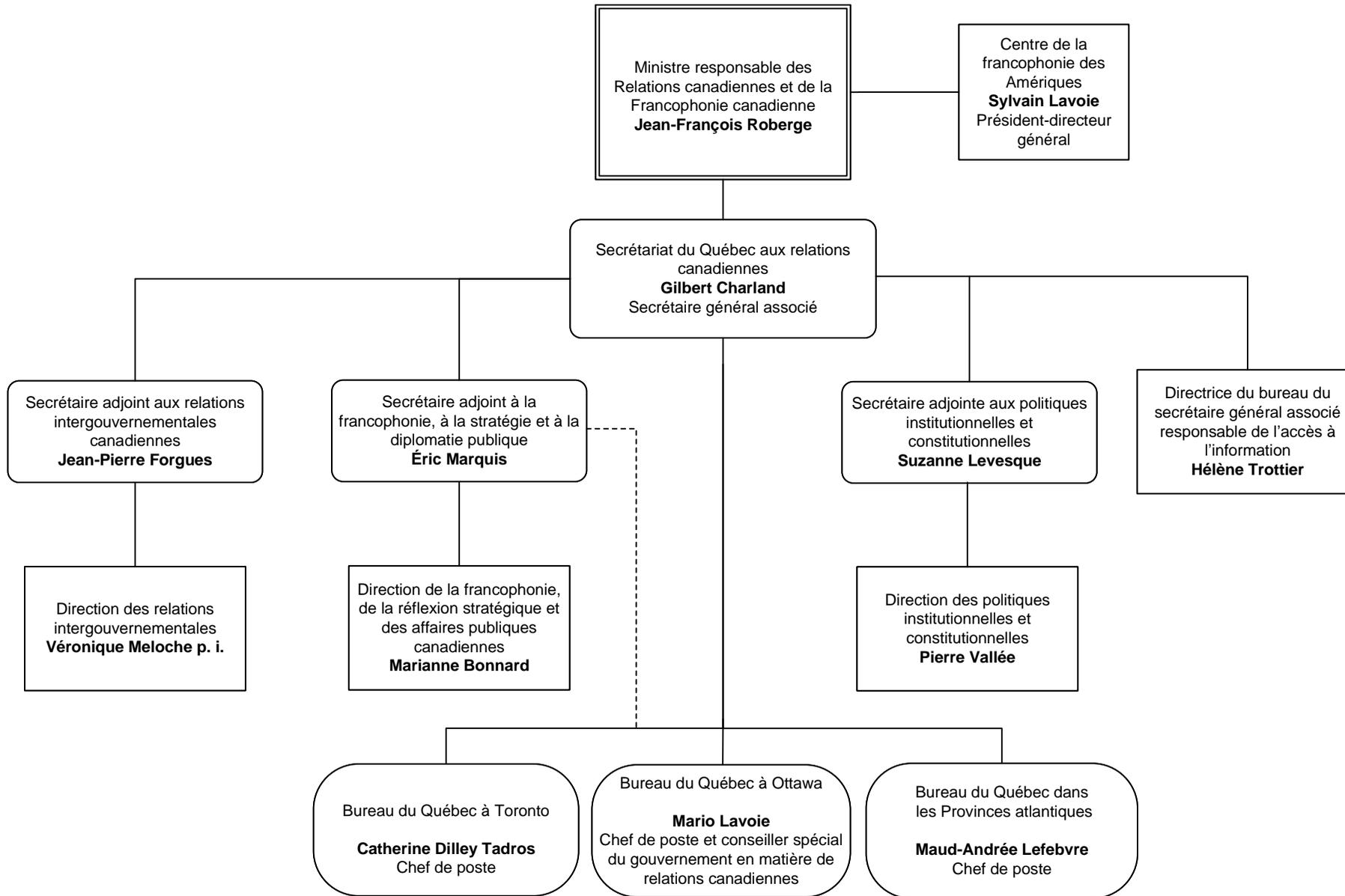
Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit



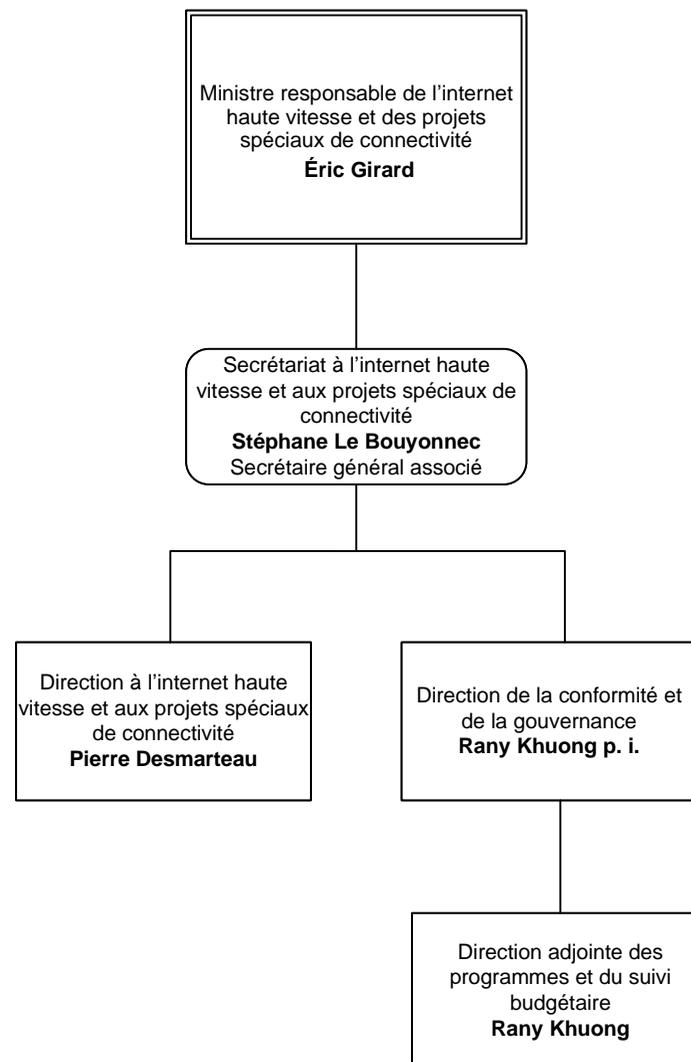
Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité



Secrétariat du Québec aux relations canadiennes



Secrétariat à l'internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2022-2023, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;**
- b) la liste des membres;**
- c) le budget dépensé;**
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;**
- e) les résultats atteints;**
- f) le nombre de rencontres.**

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 69 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses reçues par le ministère ou du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2023-2024. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Les mesures d'économie demandées par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2023-2024 totalisent 235,5 k\$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Pour le ministère et chacun des secrétariats qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;

b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;

c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2022-2023, l'âge de ces créances, ventilé par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre, le secrétaire général, les secrétaires adjoints ou associés en 2022-2023.

Le secrétaire général a émis une nouvelle directive en 2022-2023, en lien avec le décret n° 1668-2022 du 20 octobre 2022 (décret concernant l'organisation et le fonctionnement du Conseil exécutif).

Cette directive s'adresse aux ministères et organismes gouvernementaux et concerne les gabarits prescrits pour les documents décisionnels, le dépôt et le cheminement des dossiers, la diffusion proactive de certains documents et d'autres modalités d'organisation et règles générales de fonctionnement du Conseil exécutif.

Elle remplace les directives précédentes émises sur le même sujet.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels et d'employés permanents, séparément par direction et séparément pour chacun des secrétariats.

PROGRAMME 2 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels	Nombre et pourcentage d'employés permanents
2022-2023 35 occasionnels 3 %	2022-2023 1024 permanents 97 %

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Salaires, avantages, primes (experts, émérites) et bonis versés aux professionnels, aux membres de la haute direction et aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 1^{er} mars 2022. Inclure les primes versées au personnel de cabinet.

Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023, le salaire total versé aux cadres est de 10 131 406 \$.

Pour les professionnels : la réponse sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Pour les membres de la haute direction et les cadres, aucun boni n'a été versé.

Pour les primes (bonis) du personnel de cabinet, aucun boni n'a été versé.

Pour les indemnités de départ du personnel de cabinet, la somme s'établit à 59 162 \$.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

10. Effectifs affectés au ministère et à ses secrétariats en 2022-2023, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

PROGRAMME 2 - SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
DU 1^{er} AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023			
	FONCTIONNAIRES*	PROFESSIONNELS**	CADRES***
Nombre de mouvements	40	129	4
Lieu de travail	Québec, Montréal et autres	Québec, Montréal et autres	Québec
Salaire (\$)	38 352 à 62 934	48 488 à 106 126	93 036 à 133 260
<p>* Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2022 (fonctionnaires).</p> <p>** Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2022 (professionnels).</p> <p>*** Les salaires correspondent aux minimums et aux maximums des échelles de traitement au 1er avril 2022 (cadres).</p>			

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

11. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste;

b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Aucun poste n'a été aboli ou muté.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

12. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs, depuis le 1^{er} mars 2022, incluant, pour chacun, la date de mise à pied et l'allocation de départ versée.

Aucun cadre ni haut fonctionnaire n'ont été mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Nombre de hauts fonctionnaires en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 828 (au 31 mars 2022) à 837 (au 28 février 2023).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membres de directions. Fournir la ventilation par année.

	28 FÉVRIER 2023	
MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE ANNUELLE (\$)
Sous-ministres	30	7 721 603
Sous-ministres associés ou adjoints	143	29 574 988
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	19	3 531 432
SOUS-TOTAL	192	40 828 023
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)	NOMBRE	MASSE SALARIALE ANNUELLE (\$)
Présidents	135	30 553 307
Vice-présidents	124	23 337 465
Membres et secrétaires	386	63 147 532
SOUS-TOTAL	645	117 038 304
TOTAL	837	157 866 327

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Nombre de nominations pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2022.

MINISTÈRES	DU 1^{er} avril 2022 AU 28 février 2023
Sous-ministres	12
Sous-ministres associés ou adjoints	45
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	1
SOUS-TOTAL	58
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	33
Vice-présidents	22
Membres et secrétaires	33
SOUS-TOTAL	88
TOTAL	146

Les données présentées sont du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Nombre de renouvellements de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes, membre des directions depuis le 1^{er} mars 2022.

MINISTÈRES	DU 1^{er} AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023
Sous-ministres	1
Sous-ministres associés ou adjoints	2
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	-
SOUS-TOTAL	3
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	14
Vice-présidents	13
Membres et secrétaires	55
SOUS-TOTAL	82
TOTAL	85

Les données présentées sont du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
EMPLOIS DE SOUS-MINISTRES		
Niveau du poste	Depuis le 30 novembre 2022	
	Minimum normal	Maximum normal
Secrétaire général	253 942 \$	304 731 \$
SM5	234 897 \$	281 876 \$
SM4	211 620 \$	253 942 \$
SM3	205 204 \$	246 246 \$
SM2	193 334 \$	232 001 \$
SM1	181 460 \$	217 754 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
EMPLOIS DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ADJOINTS		
Niveau du poste	Depuis le 30 novembre 2022	
	Minimum normal	Maximum normal
SMA3	193 334 \$	232 001 \$
SMA2	167 503 \$	217 754 \$
SMA1	144 249 \$	187 521 \$
DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX, DÉLÉGUÉS ET CHEFS DE POSTE		
Niveau du poste	Depuis le 2 avril 2022	
	Minimum normal	Maximum normal
Délégué général	144 249 \$	187 521 \$
Délégué et chef de poste	130 732 \$	169 950 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein		
PREMIERS DIRIGEANTS, VICE-PRÉSIDENTS ET MEMBRES D'UN ORGANISME		
Niveau du poste	Depuis le 2 avril 2022	
	Minimum normal	Maximum normal
DMO9	195 339 \$	253 942 \$
DMO8	189 416 \$	246 246 \$
DMO7	178 463 \$	232 001 \$
DMO6	167 503 \$	217 754 \$
DMO5	144 249 \$	187 521 \$
DMO4 (membre médecin)	135 647 \$	176 339 \$
DMO4	130 732 \$	169 950 \$
DMO3 (membre médecin)	117 714 \$	158 913 \$
DMO3	113 451 \$	153 155 \$
DMO2	97 969 \$	132 259 \$
DMO1	86 951 \$	117 387 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés		
PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2022	
	Minimum normal	Maximum normal
PDG1	254 535 \$	330 897 \$
PDG2	235 682 \$	306 386 \$
PDG3	218 223 \$	283 693 \$
PDG4	202 058 \$	262 678 \$
PDG5	187 092 \$	243 221 \$
PDG6	130 708 \$	169 920 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.

a) Échelles salariales utilisées

Échelles salariales des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés		
PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS		
Niveau du poste	Depuis le 1 ^{er} avril 2022	
	Minimum normal	Maximum normal
PDGA1	202 941 \$	263 824 \$
PDGA2	187 907 \$	244 282 \$
PDGA3	173 991 \$	226 186 \$
PDGA4	161 102 \$	209 432 \$
PDGA5	149 168 \$	193 918 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;**
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;**
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.**

b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations à temps plein

Période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

Hommes : 46,8 %

Femmes : 53,2 %

Diversité : 8,2 %

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

17. Au sujet des nominations effectuées par le Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) Échelles salariales utilisées;**
- b) Proportion d'hommes, de femmes et de personnes issues de la diversité au sein des nominations;**
- c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations réalisées.**

c) Comparaison du salaire moyen pour les hommes et les femmes au sein des nominations à temps plein réalisées

Période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

Salaire moyen

Hommes : 191 995 \$

Femmes : 187 626 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État.

Le 15 juin 2020, le gouvernement du Québec a créé le Groupe d'action contre le racisme (GACR) qui avait pour but d'agir principalement dans les secteurs de la sécurité publique, de la santé, de la justice, du milieu scolaire, du logement et de l'emploi.

Le 14 décembre 2020, le GACR a déposé son rapport qui présentait 25 actions qui visent deux groupes particulièrement vulnérables face au racisme et à la discrimination, soit les minorités visibles et les Autochtones.

L'action n° 8 vise à « garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État visées par la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (LGSE), d'ici cinq ans. »

Le 24 février 2021, le gouvernement s'est engagé à donner suite à l'ensemble des recommandations du GACR et M. Benoit Charette a été nommé ministre responsable de la lutte contre le racisme. Il est appuyé dans ses fonctions par M. Christopher Skeete, à titre d'adjoint parlementaire et bénéficie du soutien du ministère du Conseil exécutif qui appuie la mise en place d'une entité administrative dédiée à la coordination de la lutte contre le racisme.

Le 3 juin 2022, la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives a été sanctionnée. Cette Loi élargit et renforce la LGSE et porte notamment à 46 le nombre de sociétés visées par la LGSE. De plus, la LGSE modernisée exige que chaque conseil d'administration de ces 46 conseils d'administration inclut au moins une personne qui, de l'avis du gouvernement, est représentative de la diversité de la société québécoise. Les travaux sont en cours pour définir la politique sur la représentativité qui découle de l'article 43 de la LGSE.

Le 20 octobre 2022, le premier ministre a désigné M. Christopher Skeete à titre de ministre responsable de la Lutte contre le racisme.

Au 28 février 2023, 40 personnes de minorités visibles sont présentes dans 30 sociétés d'État (soit 65,2 % des 46 sociétés d'État visées). L'objectif de la recommandation n° 8 est donc atteint.

Des mesures et des actions ont été initiées pour soutenir puis consolider l'atteinte de l'objectif énoncé dans la recommandation n° 8 du rapport du GACR, notamment l'élaboration d'outils de sensibilisation, de l'accompagnement ainsi que des travaux afin de faciliter le repérage des candidats appartenant aux groupes cibles.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Toute mesure ou action et budget octroyé pour garantir la présence d'au moins un membre provenant d'une minorité visible au sein de la majorité des conseils d'administration des sociétés d'État.

Principales actions réalisées pour favoriser la présence des minorités visibles et des minorités ethniques au sein des CA :

- Adoption le 1^{er} décembre 2021, par le Conseil des ministres, de la Politique sur l'identité culturelle des membres des conseils d'administration des sociétés d'État pour refléter les différentes composantes de la société québécoise, qui remplace la politique adoptée en 2011. Celle-ci confie au Secrétariat aux emplois supérieurs (SES), en plus de celles prévues dans la politique de 2011, les responsabilités suivantes :
 - o identifier les groupes de personnes reflétant les différentes composantes de la société québécoise;
 - o définir des objectifs de représentativité des différentes composantes de la société québécoise pour l'ensemble des CA des sociétés d'État visées;
 - o rendre public annuellement un rapport sur l'évolution, au sein des CA de l'ensemble des sociétés d'État, de la représentation des personnes dont l'identité culturelle reflète les différentes composantes de la société québécoise.

- Annonce en mai 2022, par le ministre responsable de la Lutte contre le racisme, d'un programme triennal (2022-2025) de bourses et de formation, destiné aux membres des minorités visibles et ethniques :
 - o Budget de 300 000 \$ sur trois ans qui a été attribué au SES dans le cadre du Budget 2022-2023, puis autorisé par le Conseil du trésor, pour financer cette nouvelle mesure. Elle a pour objectif d'élargir le bassin de candidatures formées en gouvernance des sociétés d'État sur une période de trois ans :
 - Volet 1 : inscription de 12 personnes (4 par année) au programme de certification universitaire du Collège des administrateurs de sociétés (CAS), par l'entremise de bourses.
 - Volet 2 : participation de 72 personnes (24 par année) à une nouvelle formation spécifique en gouvernance des sociétés d'État (20 heures de formation dispensées par le CAS).
 - o Une première communication publique a eu lieu le 13 décembre 2022 pour annoncer le lancement de l'appel de candidatures du programme de bourses (volet 1). La sélection des 4 personnes bénéficiaires de la bourse a été complétée et elles démarreront leur programme de formation en mars et en septembre 2023.
 - o Une deuxième communication a eu lieu le 13 février 2023, à l'occasion de l'ouverture de l'appel de candidatures pour la formation spécifique en gouvernance des sociétés d'État (volet 2). La sélection des 24 participantes et participants, qui participeront à la séance de formation en mai 2023, est en cours.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

19. L'effectif total et le budget total pour 2022-2023 du Secrétariat à la communication gouvernementale (incluant la masse salariale).

2022-2023		
Ces données incluent également l'effectif des directions des communications des autres ministères.	NOMBRE	MONTANT (k\$)
Effectif total	825	
Budget total ¹		52 078
Masse salariale ¹		51 232
¹ Données extraites du budget de dépenses 2022-2023.		

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

20. Les directives envoyées par le Secrétariat à la communication gouvernementale aux directions des communications des ministères et organismes.

Aucune directive n'a été transmise par le Secrétariat à la communication gouvernementale en 2022-2023.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Toute directive en vigueur concernant l'atteinte de l'objectif de 4 % des dépenses de publicité dans les médias communautaires et résultats pour les campagnes publicitaires relevant du ministère.

En 1995, le gouvernement du Québec a émis un énoncé de politique visant à inciter les ministères et les organismes publics à investir au moins 4 % de leurs dépenses annuelles en placements publicitaires dans les médias communautaires. Le suivi de cette mesure a été confié au ministère de la Culture et des Communications (MCC).

En 2022-2023, le ministère du Conseil exécutif a investi 46 126 \$ dans les médias communautaires, soit 2,34 % de ses dépenses totales en placements publicitaires.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

22. Toute directive en vigueur concernant les placements publicitaires sur les plateformes numériques (Google, Facebook, etc.).

Il n'y a aucune directive à cet effet sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG).
Le SCG applique toutefois la directive émise en mars 2023 par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique visant à interdire l'utilisation de TikTok au sein de l'appareil gouvernemental, notamment en ce qui concerne les placements publicitaires effectués sur TikTok.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

23. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale :

- a) objet de la campagne;**
- b) coût de la campagne;**
- c) clientèle visée;**
- d) moyens publicitaires utilisés;**
- e) nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne.**

<p>Le Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG) du ministère du Conseil exécutif (MCE) coordonne l'ensemble des campagnes publicitaires, en collaboration avec les directions des communications des ministères. Les crédits alloués à la provision du SCG (programme 2, élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande, en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.</p> <p>Dans le cadre de la pandémie, afin d'assurer une meilleure coordination de l'ensemble des éléments de la campagne sur la COVID-19, le SCG a pris à sa charge le contrat et les liens avec l'agence de publicité et a assumé directement les frais de production et de gestion de la campagne. Le ministère de la Santé et des Services sociaux a, quant à lui, assumé tous les coûts des placements médiatiques.</p> <p>En 2022-2023, les crédits de la provision du ministère du Conseil exécutif ont été transférés dans le portefeuille de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de la Justice pour la réalisation d'actions de communication.</p>	
MINISTÈRE	1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 (\$)
Ministère du Conseil exécutif	7 513 000
TOTAL	7 513 000

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

24. Le montant total des sommes investies en veille médiatique depuis le 1^{er} mars 2022 par le Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi que par les cabinets. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Fournisseurs de services	Factures payées (\$)
Influence communications	282 807 \$
Données du 1er avril 2022 au 28 février 2023	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

25. Le nombre d'utilisations du Challenger depuis le 1^{er} mars 2022, incluant la date, la destination, les personnes à bord et la raison de l'utilisation.

Réponse : Aucune

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

26. Nombre de personnes qui ont signifié leur intérêt à occuper un poste de dirigeant ou de membre d'organisme nommé par l'Assemblée nationale depuis le 1^{er} mars 2022.

ORGANISMES	NOMBRE DE CANDIDATS EN 2022-2023
Autorité des marchés publics	1
Comité de surveillance des activités de l'Unité permanente anticorruption	1
Commissaire à la lutte contre la corruption	3
Commissaire à l'éthique et à la déontologie	3
Commissaire au lobbying	0
Commission d'accès à l'information	0
Commission de la fonction publique	31
Commission de la représentation électorale	0
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	2
Directeur des poursuites criminelles et pénales	0
Directeur général des élections	0
Protecteur du citoyen	3
Sûreté du Québec	1
Vérificateur général	1
TOTAL	46
Données du 1er avril 2022 au 28 février 2023.	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. Sommes consacrées aux campagnes d'information et de sensibilisation sur la COVID-19 en 2022-2023, ventilées selon la langue et le canal de communication employé.

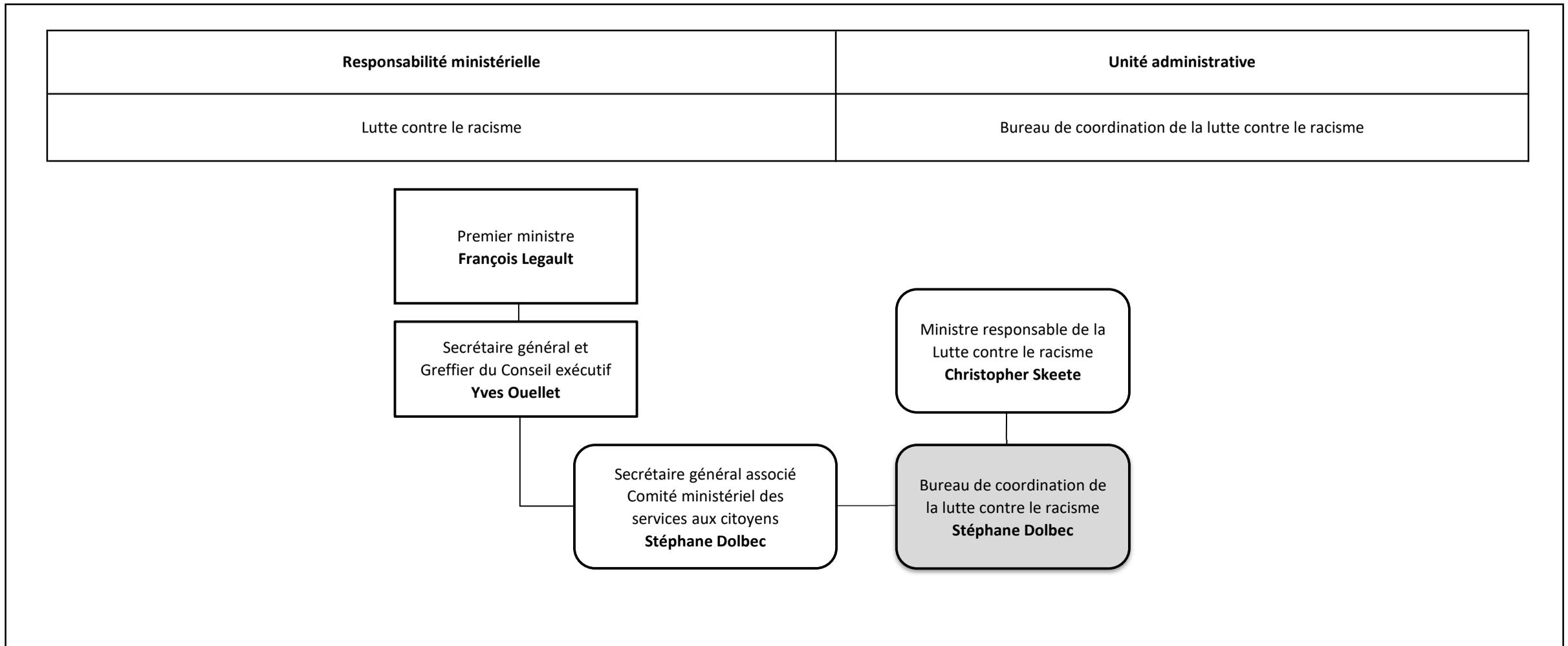
Dans le cadre de la grande campagne sur la COVID-19, seuls les frais d'agence et de production sont pris en charge par le ministère du Conseil exécutif.

Les coûts liés à la conception, à la réalisation et à la production des messages par Cossette totalisent 2 136 598 \$ pour 2022-2023.

Les coûts liés aux placements publicitaires sont assumés par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

28. Veuillez préciser le statut de la lutte contre le racisme au sein du ministère comme secrétariat, direction générale ou direction, ainsi que le portefeuille que représente cette division et l'organigramme.



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous les projets financés au cours de l'année en précisant les retombées, l'état d'avancement et préciser ceux qui se sont vu refuser le financement ainsi que les raisons du refus.

Le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme n'administre pas de programme de soutien financier.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, fournir la liste d'initiatives telles que la Semaine d'actions contre le racisme et pour l'égalité des chances ou la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement en précisant les crédits rattachés ainsi que leur bilan.

Cette information relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

31. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, crédits rattachés et bilan au projet La Décennie, proclamés par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Cette information relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

32. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, concernant les campagnes de publicité, veuillez fournir le nombre de plaintes reçues, ainsi que de préciser les sujets et les ressources attirées pour celles-ci.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. Concernant le Groupe d'action contre le racisme et la réalisation des 25 actions du rapport, veuillez préciser :

- a) Les budgets affectés, les crédits dépensés et toujours disponibles pour chaque action;**
- b) L'état d'avancement pour chacune des actions.**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements généraux 70.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste des prix de reconnaissance sous la direction de la lutte contre le racisme en précisant tous les crédits prévus et affectés pour l'attribution de ces prix.

Prix de reconnaissance	Pour un Québec sans racisme
Crédits dépensés pour l'édition 2022 des Prix	11 598 \$
Crédits dépensés pour l'édition 2023 des Prix	10 888 \$

Note : les données présentées sont du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

35. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, liste de toutes campagnes d'information effectuées en précisant les crédits rattachés.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la demande de renseignements généraux 70.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

36. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, tous crédits octroyés pour les ressources d'aide en précisant les bénéficiaires.

Le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme n'administre pas de programme de soutien financier.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. Nombre d'ETC dédiés au Bureau de coordination de la Lutte contre le racisme et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés.

ETC du Bureau de coordination de la lutte contre le racisme : 3,5

- Un poste de coordonnateur (comblé);
- Deux postes de conseillers stratégiques (comblés);
- Avec l'appui d'un poste d'adjoint administratif (demi-effectif) (comblé).

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

38. Pour les cinq dernières années, indiquer les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.

La réponse à cette question est incluse dans la demande 39 de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. Pour les cinq dernières années, indiquer les sommes engagées pour les actions et mesures mises en œuvre pour sensibiliser la population à la lutte contre le racisme.

2021-2022

Campagne de sensibilisation contre le racisme et les préjugés à l'échelle du Québec : 1 189 528 \$

2022-2023

Édition 2022 des prix Pour un Québec sans racisme : 11 598 \$

Édition 2023 des prix Pour un Québec sans racisme : 10 888 \$

Note 1 : Les données présentées sont du 1er avril au 28 février de chaque année. Étant donné que le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme a été créé en février 2021, seules les années financières 2021-2022 et 2022-2023 sont considérées pour les fins de cette question.

Note 2 : Les prix Pour un Québec sans racisme ont été créés en février 2022. La première cérémonie de remise des prix a eu lieu en mai 2022.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le caractère intersectionnel de la discrimination. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2022-2023.

Aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection portant sur ce sujet n'ont été menés par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme durant la période 2022-2023.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

41. Pour le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme, les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le profilage racial. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2022-2023.

L'information concernant cette question relève du ministère de la Sécurité publique.